

Note de conjoncture

4^{ème} trimestre 2023



Département
du Cantal

Chiffre d'affaires <i>(Données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre 2023)</i>	↗	+2,6 % sur un an
Créations d'entreprises (T4 2023)	↘	-5,7 % sur un an
Activité hôtelière (T4 2023)	↘	-9,9 % sur un an
Autorisations de construire de logements neufs <i>(Données cumulées de début janvier à fin décembre 2023)</i>	↘	-20,4 % sur un an
Mises en chantier de logements neufs <i>(Données cumulées de début janvier à fin décembre 2023)</i>	↘	-30,8 % sur un an
Déclarations préalables à l'embauche (DPAE) <i>(T4 2023)</i>	↗	+9,4 % sur un an
Emplois salariés (T4 2023)	↗	+0,4 % sur un trimestre
Intérim (T4 2023)	↘	-2,7 % sur un trimestre
Taux de chômage (T4 2023)	→	stable sur un trimestre
Demandeurs d'emploi inscrits à France Travail en catégories ABC (T4 2023)	↗	+0,9 % sur un trimestre
Revenu de solidarité active (RSA) <i>(Décembre 2023)</i>	↘	-3 % sur un an
Prime d'activité <i>(Décembre 2023)</i>	↘	-5 % sur un an

Économie

En cumul, entre début janvier et fin décembre 2023, le chiffre d'affaires des entreprises est en hausse de 2,6% par rapport à la même période, un an auparavant (+6,2% à l'échelon régional). Dans les trois secteurs clés considérés, l'évolution est en hausse : -0,3% dans l'industrie manufacturière, +1,4% dans la construction et +5,5% dans le commerce et la réparation automobile (identique à celle du niveau régional).

L'investissement des entreprises est en baisse de 4,0% par rapport à la même période, un an auparavant (+10,2% à l'échelon régional).

En cumul, entre janvier et décembre 2023, l'évolution des encaissements fiscaux est contrastée : impôts sur les sociétés (-9,6% ; -5,8% en région), taxe sur la valeur ajoutée (+3,3% ; +4,2% en région) et taxe de publicité foncière (-18,6% ; -21,6% en région).

Le montant des exportations enregistré au 4ème trimestre 2023 est supérieur de 7,2% à celui du 4ème trimestre 2022.

La fréquentation hôtelière sur un an (mesurée à partir du nombre de nuitées) a diminué de 9,9% au 4ème trimestre 2023 par rapport au même trimestre de l'année précédente (+0,5% en moyenne régionale).

Entre début janvier et fin décembre 2023, les autorisations de construire des logements neufs ont reculé de 20,4% sur un an (-26,4% à l'échelon régional) et celles des locaux neufs ont reculé de 48,6% (-10,5% à l'échelon régional). Les mises en chantier de logements neufs ont reculé de 30,8% (-21,5% en région) et celles de locaux neufs ont baissé en moyenne de 28,7% sur un an (-21% au niveau régional).

Au 4ème trimestre 2023, le nombre de créations d'entreprises est de 331, en baisse de 5,7% sur un an (33 448 créations en région; -0,4% sur un an).

Intentions d'embauche et emploi salarié

Le nombre d'intentions d'embauche (Déclarations préalables à l'embauche) au 4^{ème} trimestre 2023 est en hausse de 9,4% sur un an.

Le nombre d'emplois salariés (48 104) augmente de 0,4% (+0,1% à l'échelon régional sur le trimestre). L'augmentation globale des emplois masque des évolutions sectorielles contrastées*: hausse de 1,5% dans l'agriculture, diminution de 0,3% dans l'industrie, croissance de 0,2% dans la construction, accroissement de 0,2% dans le tertiaire marchand et accroissement de 0,8% dans le tertiaire non marchand. Tous secteurs confondus, le nombre d'intérimaires est en baisse de 2,7 %.

Le nombre d'emplois salariés augmente (+0,3%) sur un an (+0,6% à l'échelon régional).

** L'intérim n'est pas considéré comme un secteur. Il est ventilé par secteur d'activité de l'entreprise utilisatrice.*

Chômage

En stabilité par rapport au 3^{ème} trimestre 2023, le taux de chômage s'établit à 4,3% au 4^{ème} trimestre 2023 (6,5% à l'échelon régional, +0,1 point). Sur un an, son évolution est de +0,3 point.

Le nombre moyen de demandeurs d'emploi de catégorie A (3 340) a diminué au 4^{ème} trimestre 2023 de 0,6% après une hausse de 1,5% au trimestre précédent. En prenant en considération les personnes en activité réduite, l'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits en catégories ABC (6 860 en moyenne trimestrielle) s'est accru (+0,9%).

Sur un an, le nombre moyen de demandeurs d'emploi a progressé de 1,2% pour la catégorie A et s'est accru de 0,1% pour l'ensemble des catégories ABC. Le nombre moyen de demandeurs d'emploi de longue durée (catégories ABC) a diminué de 3,9% (-3,4% en région) et leur part est passée de 41,5% à 39,9% (moyenne régionale: 42,4%).

La durée d'ancienneté moyenne d'inscription à France Travail s'établit à 487 jours (549 jours dans la région).

Prestations sociales

Sur un an, le nombre d'allocataires du revenu de solidarité active (RSA) diminue de 3% et celui des allocataires de la prime d'activité baisse de 5%.

SOMMAIRE

1. ACTIVITE ÉCONOMIQUE

1.1 Chiffre d'affaires des entreprises.....	6
1.2 Investissement des entreprises.....	6
1.3 Encaissements fiscaux.....	7
1.4 Suivi des entreprises en difficulté.....	8
1.5 Suivi des taux de restes à recouvrer (impayés).....	8
1.6 Exportations.....	9
1.7 Conjoncture hôtelière.....	9
1.8 Immobilier.....	9
1.9 Créations d'entreprises.....	9

2. EMPLOI SALARIE

2.1 Emploi salarié (secteur marchand).....	10
2.2 Déclarations préalables à l'embauche, hors intérim.....	11
2.3 Activité partielle.....	12
2.4 Les ruptures collectives de contrats de travail.....	12
2.5 Licenciements économiques	12

3. CHOMAGE

3.1 Taux de chômage.....	13
3.2 Demande d'emploi en fin de mois.....	13
3.3 Part des inscriptions à France Travail suite à un contrat court (CDD, intérim).....	14
3.4 Durée d'inscription à France Travail.....	14

4. PRESTATIONS SOCIALES

4.1 Revenu solidarité active (RSA).....	15
4.2 Garantie Jeunes	15
4.3 Allocation de solidarité spécifique (ASS).....	16
4.4 Prime d'activité.....	16

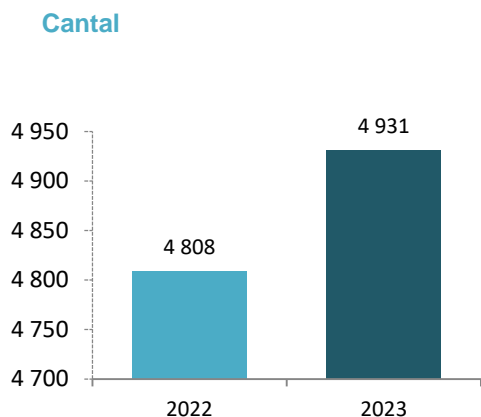
1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

1.1 Chiffres d'affaires des entreprises (M€)

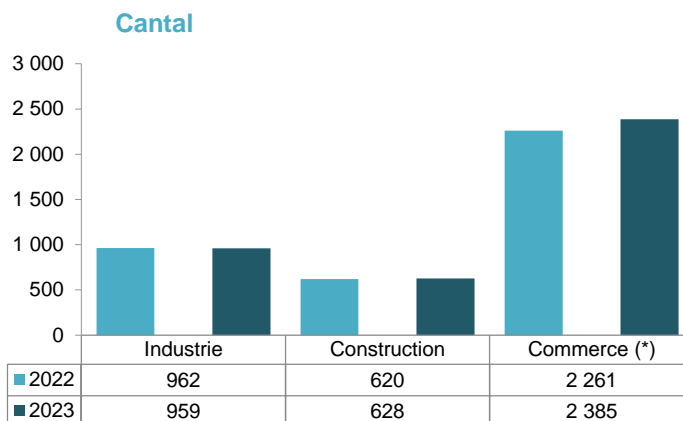
Source : DGFIP - Cumul du 1er janvier au 31 décembre 2023

Champ : entreprises privées dont le siège est dans le Cantal pour les données départementales et en Auvergne-Rhône-Alpes pour les données régionales.

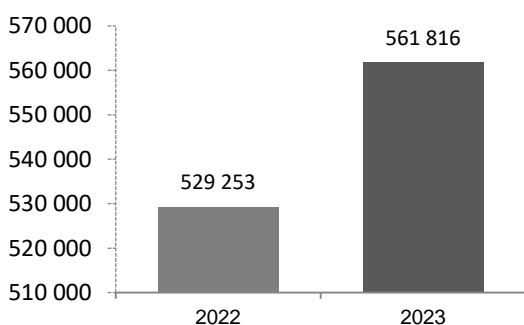
Tous secteurs d'activité confondus



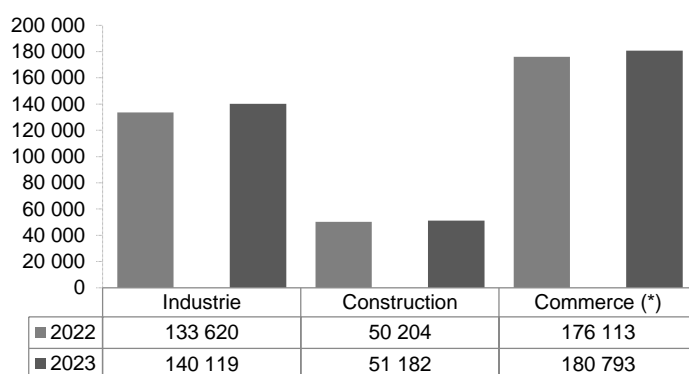
Dans trois grands secteurs d'activité (M€)



Région



Région

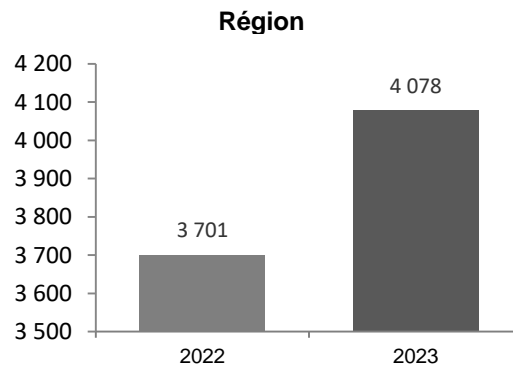
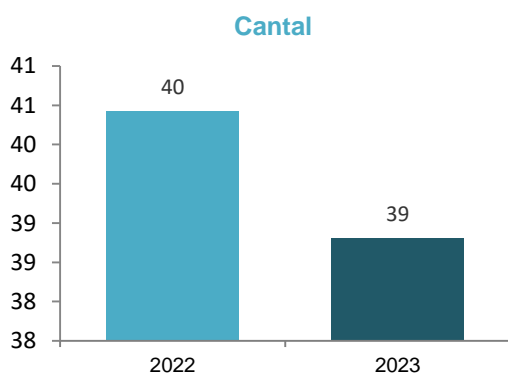


(*) Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles (GZ)

1.2 Investissements des entreprises (M€)

Source : DGFIP - Cumul du 1er janvier au 31 décembre 2023

Champ : entreprises privées dont le siège est dans le Cantal pour les données départementales et en Auvergne-Rhône-Alpes pour les données régionales.

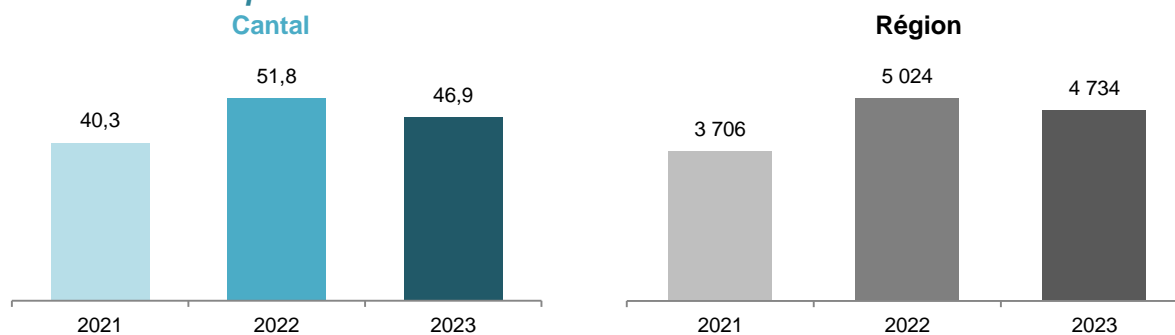
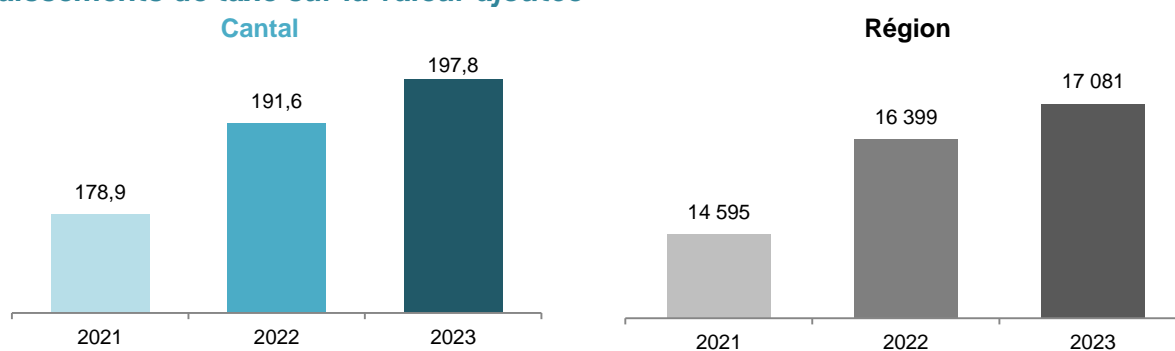
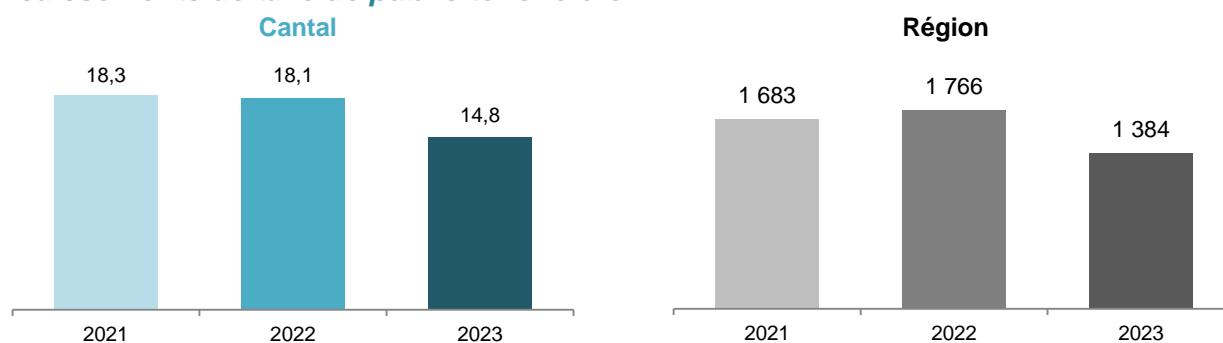


Les indicateurs de chiffre d'affaires et d'investissement (TVA déductible sur les immobilisations) correspondent aux données figurant sur les déclarations de TVA déposées par les acteurs économiques de la région et portent désormais sur la période d'activité des entreprises et non plus sur la date de déclaration auprès de l'administration fiscale (pour les années 2022 et 2023).

1.3 Encaissements fiscaux (hors direction des grandes entreprises)

Source : DGFIP - Cumul du 1er janvier au 31 décembre 2023, en millions d'€

Les encaissements fiscaux couvrent les entreprises privées ayant leur siège dans la région Auvergne-Rhône-Alpes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 400 millions d'euros. En effet, les impôts de ces entreprises sont collectés par les DRFiP/DDFiP. Pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur, les encaissements sont directement gérés par la Direction des Grandes Entreprises (DGE) et ne sont donc pas comptabilisés ici.

Encaissements d'impôts sur les sociétés**Encaissements de taxe sur la valeur ajoutée****Encaissements de taxe de publicité foncière**

1.4 Suivi des entreprises en difficulté

Source : DGFIP - Cumul du 1er janvier au 31 décembre 2023

La CCSF (Commission des chefs de services financiers et des représentants des organismes de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et de l'assurance-chômage) est implantée dans chaque département et placée sous la présidence du Directeur Départemental des finances publiques. Elle regroupe les principaux créanciers publics et peut être saisie par les entreprises en retard dans le paiement de leurs impôts ou de leurs cotisations de sécurité sociale. Après l'instruction du dossier des demandeurs, un plan d'apurement échelonné ou une remise de l'ensemble de leurs dettes publiques peut leur être accordé.

Nombre de dossiers nouveaux traités par la commission des chefs de services financiers (CCSF) de la direction des finances publiques et effectifs correspondants.

Cantal

Dossiers à fin 12/2023	Effectifs salariés concernés	Dossiers à fin 12/2022	Effectifs salariés concernés
2	67	22	230

Région

Dossiers à fin 12/2023	Effectifs salariés concernés	Dossiers à fin 12/2022	Effectifs salariés concernés
560	13 337	383	11 353

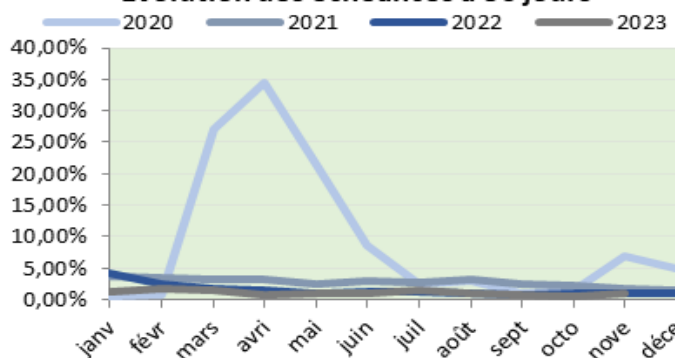
1.5 Suivi des taux de restes à recouvrer (impayés)

Source : Baromètre de l'URSSAF Auvergne et de l'URSSAF Rhône-Alpes

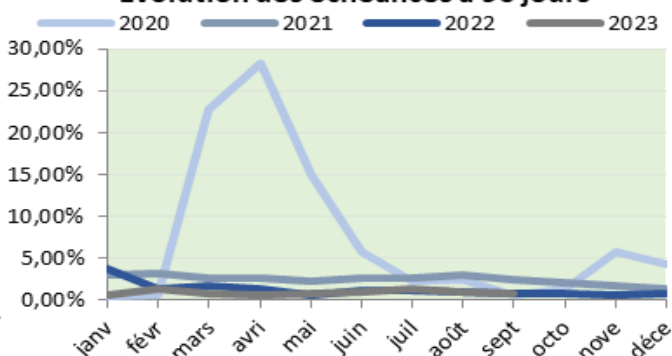
Cumul du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023

Données observées à fin décembre 2023	Taux en montant	Évolution 2023/2022
Échéance + 30 jours(mois de l'échéance)	0,89% (nov-2023)	-0,2 pt
Échéance + 90 jours(mois de l'échéance)	0,73% (sept-2023)	-0,0 pt

Evolution des échéances à 30 jours



Evolution des échéances à 90 jours

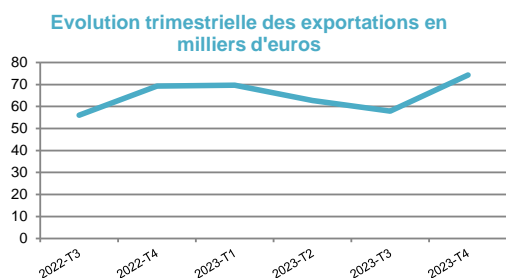


1.6 Exportations

Source : Douanes françaises

Dernières données disponibles : 4ème trimestre 2023

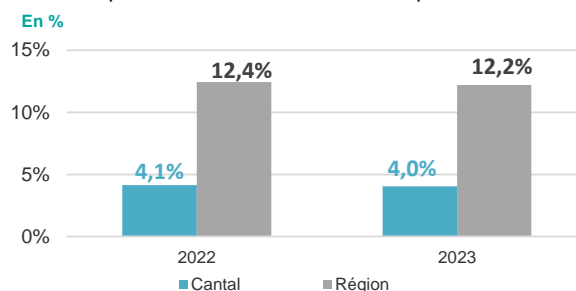
Part des exportations dans le total régional: 0,4 %



Source : DGFIP

Cumul du 1er janvier au 31 décembre 2023

Part des exportations dans le CA des entreprises: 4%



1.7 Conjoncture hôtelière

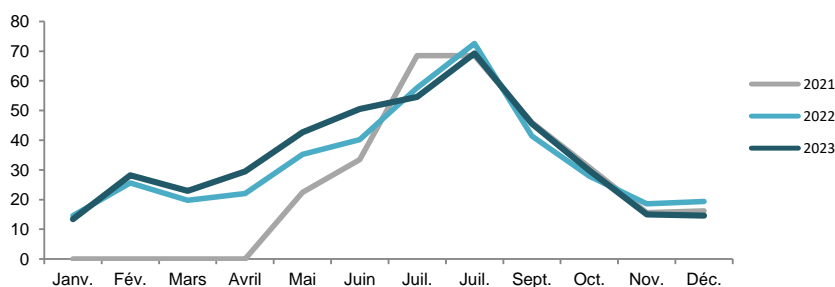
Source : Enquête hôtellerie - INSEE/DGE/Comités régionaux du tourisme

Données brutes - 4ème trimestre 2023

	T4 2022	T4 2023	Evolution annuelle (%)	
	Cantal		Cantal	Région
Nbre de nuitées (hôtellerie)	66	59	-9,9%	0,5%
% total régional	1,3%	1,2%		

En raison de la crise sanitaire, les données des mois de novembre 2020 à avril 2021 ne sont pas disponibles.

Evolution du nombre de nuitées dans l'hôtellerie



1.8 Immobilier

Source : SDES-DREAL-Sit@del2

Dernières données disponibles : 4ème trimestre 2023

	Cantal		Région	
	Nombre (sur une année glissante)	Evolution annuelle (*)	Nombre (sur une année glissante)	Evolution annuelle (*)
Logements neufs (en nombre de logements)				
Autorisations de construire	450	-20,4%	50 730	-26,4%
Mises en chantier	320	-30,8%	38 420	-21,5%
Locaux neufs (en milliers de m²)				
Autorisations de construire	73	-48,6%	4 839	-10,5%
Mises en chantier	57	-28,7%	2 651	-21,0%

(*) % entre dernière année glissante et même période de l'année précédente.

1.9 Créations d'entreprises

Source : INSEE, REE (Répertoire des entreprises et des établissements)

Données brutes - 4ème trimestre 2023

	Cantal		Région	
	Nombre	Evolution annuelle	Nombre	Evolution annuelle
Nombre de créations d'entreprises	331	-5,7%	33 448	-0,4%
Dont micro-entreprises	171	-10,9%	21 656	2,8%

2. EMPLOI SALARIE

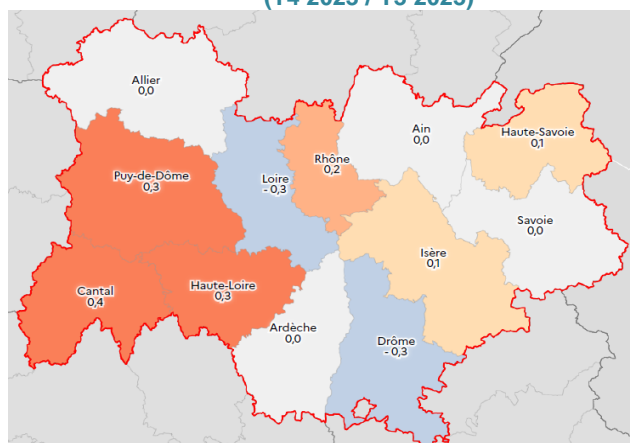
2.1 Emploi salarié

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Données CVS

Dernières données disponibles : 4ème trimestre 2023

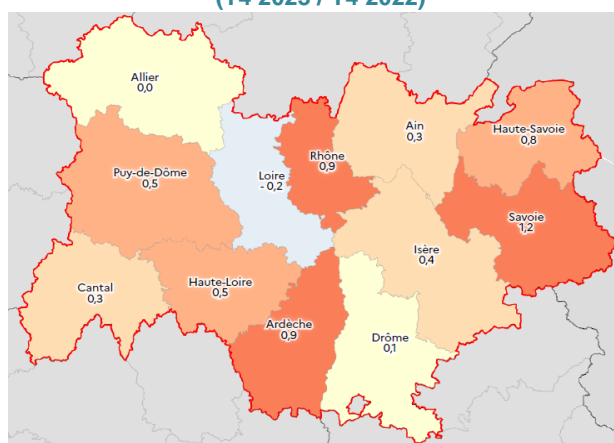
Cantal	4ème trimestre 2022	3ème trimestre 2023	4ème trimestre 2023	Evolutions (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Agriculture	817	810	822	1,5	0,6
Industrie	6 212	6 177	6 158	-0,3	-0,9
Construction	3 934	3 821	3 827	0,2	-2,7
Tertiaire marchand	16 799	16 999	17 031	0,2	1,4
Tertiaire non marchand	20 203	20 103	20 265	0,8	0,3
Total	47 965	47 911	48 104	0,4	0,3
Intérim	1 021	815	793	-2,7	-22,4
Hors Intérim	46 944	47 096	47 311	0,5	0,8

Evolution trimestrielle des emplois (en %)
(T4 2023 / T3 2023)



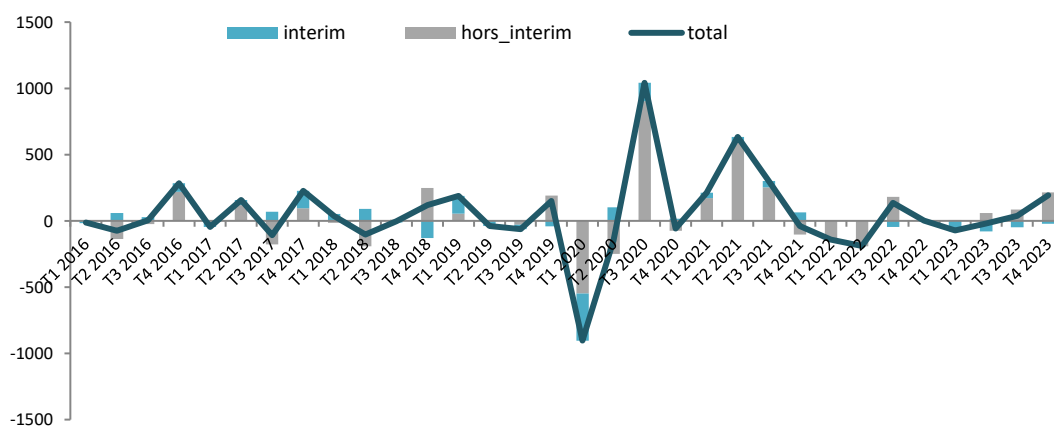
Auvergne-Rhône-Alpes : +0,1%

Evolution annuelle des emplois (en %)
(T4 2023 / T4 2022)



Auvergne-Rhône-Alpes : +0,6%

Contribution de l'emploi intérimaire et hors intérimaire à la variation trimestrielle de l'emploi salarié (en nombre d'emploi)



2.2 Déclarations préalables à l'embauche, hors intérim

Source : Baromètre de l'URSSAF Auvergne et de l'URSSAF Rhône-Alpes

Dernières données disponibles : 4ème trimestre 2023

Répartition et évolution des déclarations préalables à l'embauche selon la nature du contrat

Contrat (Hors Interim)	CDI		CDD courts		CDD longs		Total	
	Niveau (en milliers)	Evolution Annuelle (en %)	Niveau (en milliers)	Evolution Annuelle (en %)	Niveau (en milliers)	Evolution Annuelle (en %)	Niveau (en milliers)	Evolution Annuelle (en %)
Cantal	1,5	-0,1%	5,3	22,6%	2,0	-9,7%	8,8	9,4%
Région	148,1	-3,3%	463,9	4,7%	156,0	-1,6%	768,0	1,7%

Données CVS

Répartition et évolution des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) par secteur d'activité

Secteur d'activité (hors Interim)	Nombre de DPAE* T4 2023	Evolution annuelle T4 2023 / T4 2022	
	Cantal	Cantal	Région
Industrie (B à E)	0,3	-32,0%	-5,3%
Construction (FZ)	0,2	3,5%	-8,6%
Services (G à U)	7,1	14,3%	2,3%
<i>Dont :</i>			
<i>Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles (GZ)</i>	1	-3,7%	-1,1%
<i>Hébergement-restauration (IZ)</i>	1	3,5%	0,8%
<i>R&D + Autres activités scientifiques et techniques (MB + MC)</i>	0	-13,7%	2,2%
<i>Santé, action sociale, administration, éducation ** (QA+QB+OZ+PZ)</i>	3,8	34,7%	3,1%

Données brutes

* Données en milliers

** Activités pour la santé humaine (QA) + Action sociale et hébergement médico-social (QB)

+ Administration publique (OZ) + Education (PZ)

Attention, les chiffres du 1er tableau sont des données CVS, tandis que ceux du 2ème tableau sont des données brutes.

2.3 Activité partielle

Source : SI APART/DSN - ASP/DGEFP/Dares

Dernières données disponibles : 1er trimestre 2023

	Nombre de salariés concernés en moyenne, chaque mois, au T1 2023	Nombre d'heures indemnisées en moyenne, chaque mois, au T1 2023
REGION	12 395	1 165 905
CANTAL	105	5 615

2.4 Les ruptures collectives de contrats de travail

Source : ASP-DGEFP, SI sur les ruptures collectives de contrats de travail, Traitements DREETS ARA

Dernières données disponibles : Cumul du 1er janvier au 31 décembre 2023

Les procédures de licenciements d'au moins 10 salariés sur une période de 30 jours, dans les entreprises d'au moins 50 salariés, doivent donner lieu à un accord collectif validé par la DREETS ou à un document unilatéral de l'employeur homologué également par la DREETS.

	Nombre d'emplois concernés au début*		Nombre d'emplois concernés à la demande	
	Cantal	Région	Cantal	Région
Plans de sauvegarde de l'emploi	9	5 173	6	3 364
Ruptures conventionnelles collectives	0	415	0	446
Licenciements économiques collectifs de moins de 10 salariés*	7	4 590	7	4 590
Licenciements économiques collectifs de 10 salariés ou plus	97	2 390	0	132

* Le nombre de ruptures de contrat de travail annoncé au début d'un dossier peut évoluer tout au long du processus de négociation.

** licenciements notifiés

Chiffres couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2023

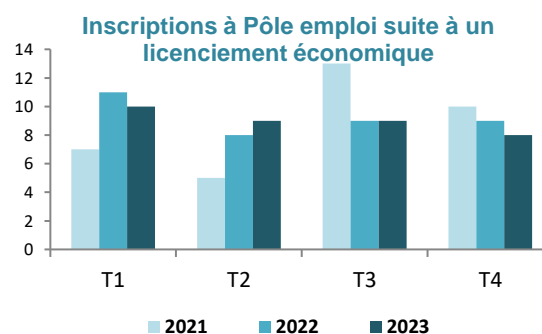
2.5 Licenciements économiques

Source : France Travail - DREETS Auvergne-Rhône-Alpes

Données en moyenne trimestrielle - Dernières données disponibles : 4ème trimestre 2023

Nombre d'inscriptions suite à licenciement économique (en données brutes)

T4 2022	T4 2023	Evolution annuelle (%)	
Cantal		Cantal	Région
9	8	-7,7	19,5



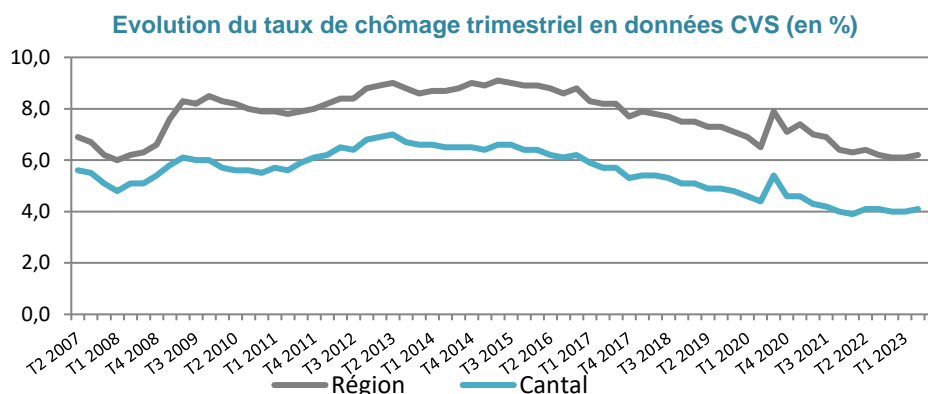
3. CHOMAGE

3.1 Taux de chômage

Source : Insee, CVS

Dernières données disponibles : 4ème trimestre 2023

	T4 2019	T4 2022	T3 2023	T4 2023
Cantal	4,8	4,0	4,3	4,3
Région	7,1	6,1	6,4	6,5



Les chiffres du taux de chômage par département du 1er trimestre 2024 seront disponibles en juillet 2024.

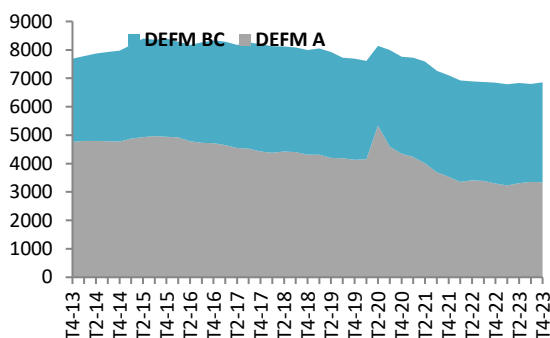
3.2 Demande d'emploi en fin de mois

Source : France Travail -Dares,STMT- DREETS Auvergne-Rhône-Alpes

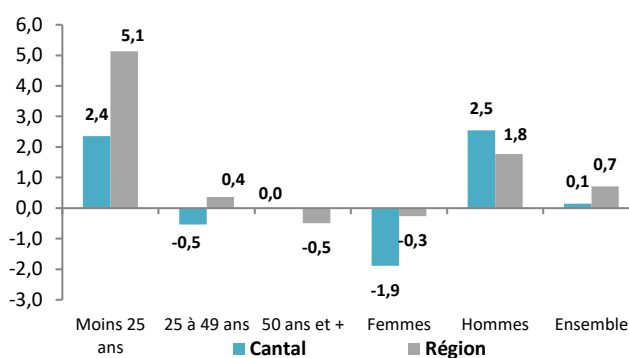
Données CVS-CJO en moyenne trimestrielle - Dernières données disponibles : 4eme trimestre 2023

A : en recherche active d'emploi, disponibles, sans emploi :	3 340
B+C : en recherche active d'emploi, en activité réduite (courte et longue) :	3 520
A+B+C : en recherche active :	6 860

Nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC



Evolution annuelle (T4 2023/T4 2022) des DEFM cat. ABC en fonction du sexe et de l'âge (en %)



3.3 Part des inscriptions à France Travail suite à un contrat court (CDD, intérim)

Source : France Travail -Dares,STMT- DREETS Auvergne-Rhône-Alpes

Données brutes, entrées sur le trimestre rapportées au nombre moyen de DEFM ABC sur le trimestre- 4ème trimestre 2023

Données brutes (en %)	4ème trimestre 2022	4ème trimestre 2023
Cantal	10,4	9,9
Région	8,9	9,2

3.4 Durée d'inscription à France Travail

Source : France Travail -Dares,STMT- DREETS Auvergne-Rhône-Alpes

Données brutes en moyenne trimestrielle - 4ème trimestre 2023

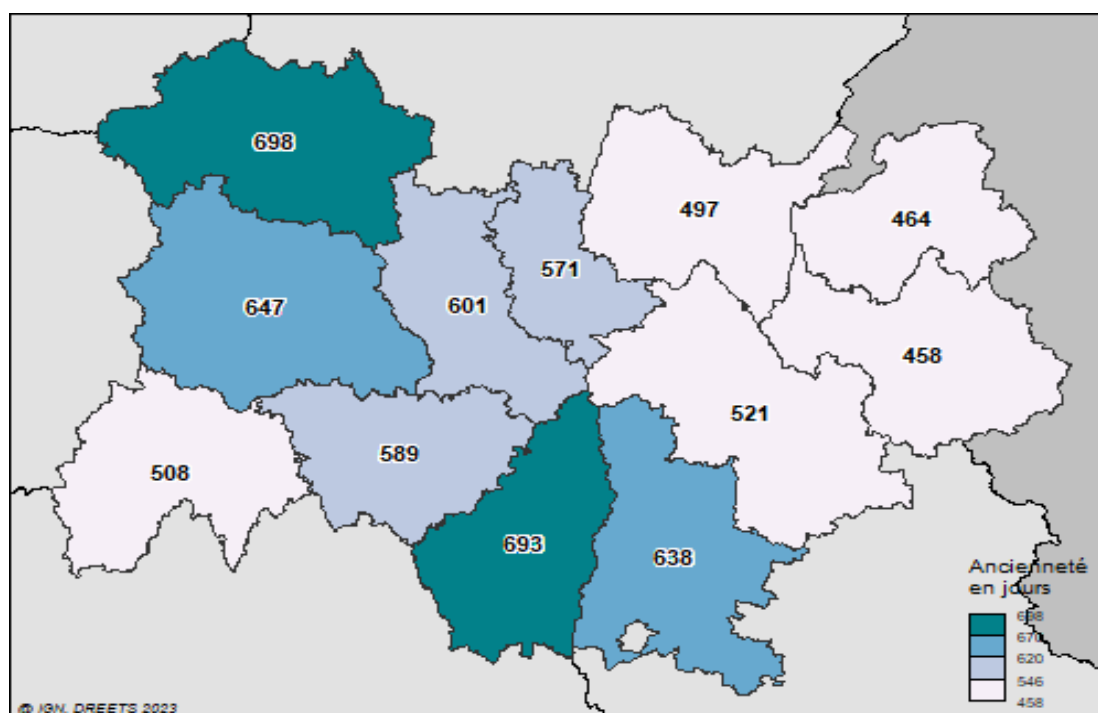
Part de la demande d'emploi de longue et très longue durée

Données CVSCJO (en %)	Cantal		Région	
	T4 2022	T4 2023	T4 2022	T4 2023
Part des DELD (>=12 mois)	41,5	39,9	44,2	42,4
Part des DETLD (>=24mois)	23,8	21,6	25,9	23,4

Ancienneté moyenne au chômage

Données brutes (en jours)	4ème trim. 2022	4ème trim. 2023	Evolution annuelle (en jours)
Cantal	518	487	-30
Région	577	549	-28

Carte de l'ancienneté moyenne au chômage au 4ème trim. 2023



4. PRESTATIONS SOCIALES

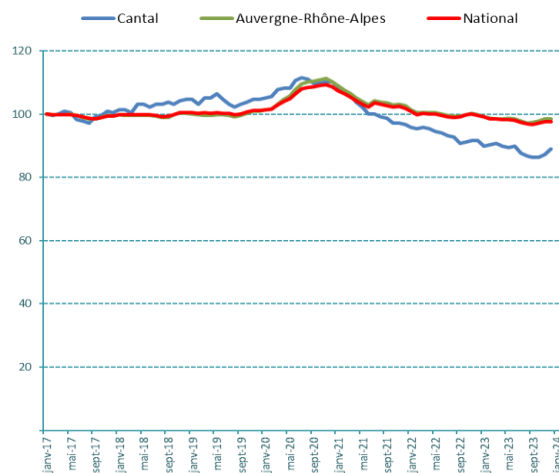
4.1 Revenu de solidarité active (RSA)

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitement Drees; MSA ; France Travail, FNA ; I-Milo, traitement Dares.

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

Nombre d'allocataires	Cantal	Région
février 2020	2 300	160 280
décembre 2022	2 000	157 500
décembre 2023	1 940	155 380
Evol annuelle décembre 2022 / décembre 2023	-3,0%	-1,3%
Evol février 2020 (début crise) / décembre 2023	-15,7%	-3,1%

Evolution du
Nombre d'allocataires du RSA par département et par mois



Champ : tous régimes (Cnaf et MSA)

Base 100 au 1er janvier 2017

4.2 Contrat d'engagement jeunes* - Stocks

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitement Drees; MSA ; France Travail, FNA ; I-Milo, traitement Dares.

Champ: France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de la mission locale et de l'agence France Travail

Nombre de bénéficiaires	Cantal	Région
novembre 2023	319	17 421

* Le dispositif n'existe que depuis mars 2022 (d'où l'absence de chiffres pour février 2022)

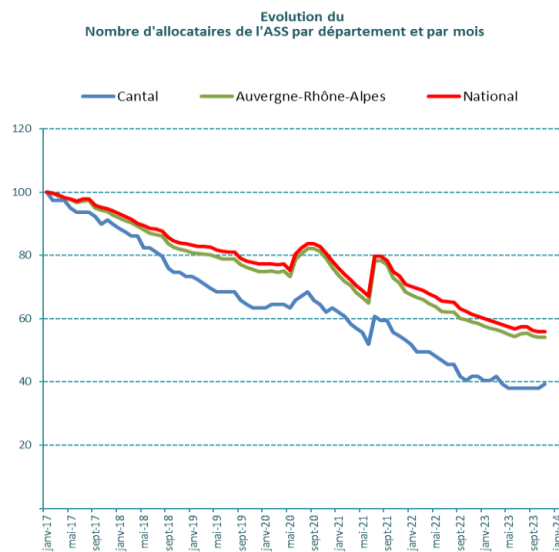
Le 1er mars 2022, le dispositif garantie jeunes a été remplacé par le contrat d'engagement jeune (CEJ). Il s'adresse sous certaines conditions aux jeunes de 16 à 25 ans et aux personnes de moins de 30 ans reconnues handicapées. Ce contrat peut se traduire notamment par des stages, des formations et un service civique. Le but est d'accéder à un emploi durable.

4.3 Allocation de solidarité spécifique (ASS)

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitement Drees; MSA ; France Travail, FNA ; I-Milo, traitement Dares.

Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Nombre d'allocataires	Cantal	Région
février 2020	510	31 860
novembre 2022	330	25 020
novembre 2023	310	22 980
Evol annuelle novembre 2022 / novembre 2023	-6,1%	-8,2%
Evol février 2020 (début crise) / novembre 2023	-39,2%	-27,9%



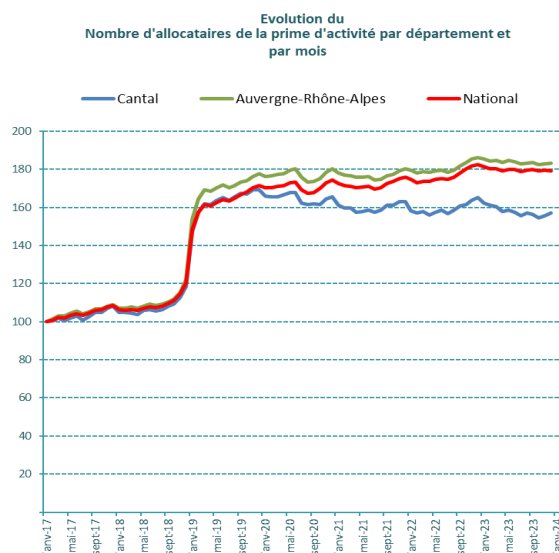
Base 100 au 1er janvier 2017

4.4 Prime d'activité

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitement Drees; MSA ; France Travail, FNA ; I-Milo, traitement Dares.

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

Nombre d'allocataires	Cantal	Région
février 2020	11 500	512 650
décembre 2022	11 480	539 580
décembre 2023	10 910	531 100
Evol annuelle décembre 2022 / décembre 2023	-5,0%	-1,6%
Evol février 2020 (début crise) / décembre 2023	-5,1%	3,6%



Champ : tous régimes (Cnaf et MSA)

Base 100 au 1er janvier 2017

PS: Toutes les données 2023 sont provisoires et sujettes à révision (traitements DREES).

Directrice de la publication : Isabelle NOTTER

Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités d'Auvergne-Rhône-Alpes
Service Etude, Statistique, Evaluation (SESE)

Note réalisée par Olivier JACOD (DREETS),
avec la contribution de Sébastien CRESSOT (DRFIP) et des correspondants des Cellules Statistiques URSSAF

Photos sur la couverture : © Phovoir.fr ; @Fotolia.com
Tour Swisslife – 1, Boulevard Vivier Merle – 69443 LYON CEDEX 03
Téléphone : 04 72 68 29 00 – Télécopie : 04 72 68 29 29

Internet : <http://www.auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr>

Service communication DREETS -ARA

Copyright-MINEFI-©Gorodenkoff - stock.adobe.com

Copyright-MINEFI-©Nordreisender - stock.adobe.com

Copyright-MINEFI-©Catherine CLAVERY - stock.adobe.com



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

